

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DIRA-SIR-25-12)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine

Objet du marché

RN10 – Aménagements de sécurité – Secteur Ruffigny / Vivonne – Travaux TOACES

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	4
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	12
1-8. Ordres de service.....	12
1-9. Propriété intellectuelle.....	12
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	18
3-4. Modalités particulières de paiement.....	19
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	20
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	20
ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	20
4-1. Délai de réalisation.....	20
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	21
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	21
4-4. Autres pénalités.....	22
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	25
5-1. Retenue de garantie.....	25
5-2. Avances.....	25
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	26
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	26
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	26
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	26
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	26
6-5. Délais de préavis et de levées des points d'arrêt de la maîtrise d'œuvre.....	26
6-6. Plan d'assurance qualité (PAQ).....	26

ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES	27
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	27
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	28
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	28
7-4. Piquetage général.....	28
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	28
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	29
8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	29
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	30
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	31
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	31
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	35
8-6. Registre de chantier.....	35
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	35
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	35
9-2. Réception.....	36
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	36
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	36
9-5. Documents fournis après exécution.....	36
9-6. Délai de garantie.....	36
9-7. Garanties particulières.....	37
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	38
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	38
11-1. Le principe.....	38
11-2. Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.....	39
11-3. Les modalités de mise en œuvre.....	39
11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion.....	40
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	41

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent la réalisation de l'aménagement suivant :

- construction d'un ouvrage d'art permettant le franchissement de la RN 10, composé d'un PS à deux travées de type pont à poutrelles enrobées ;
- réalisation des bretelles du nouvel échangeur, de la voie intergiratoire et de deux giratoires ;
- réalisation des voies de rétablissement locales : la RD95 Est et Ouest, la voie de l'Anjouinière, la voie de Corneboeuf et les chemins agricoles ;
- structuration et le renforcement de la voie entre le carrefour de Corneboeuf et le bourg de la Calotière ;
- suppression des carrefours existants et la création de deux ITPC sur le TPC de la RN10 au niveau du carrefour de l'Anjouinière et au PR 68+400 ;
- mise aux normes de la bretelle de sortie de l'Anjouinière ;
- mise aux normes de l'assainissement, notamment la création de deux bassins de traitement associés à deux bassins d'infiltration ;
- pose des équipements de signalisation verticale de direction et de police et de signalisation horizontale ;
- pose des dispositifs de retenue ;
- pose et la dépose de la signalisation provisoire de chantier sur la RN10 des différents modes d'exploitation pour chaque phase de travaux.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : RN10 - secteur de Ruffigny - Vivonne dans la Vienne (86).

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle désignées ci-après :

Tranche ferme (TF)	Tous les travaux du présent marché à l'exception de ceux de la tranche optionnelle.
Tranche optionnelle (TO)	La fermeture du carrefour plan de l'Anjouinière, la création d'une bretelle de sortie dans le sens Angoulême – Poitiers et la création d'un ITPC.

L'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Cotraitants

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Si le mandataire désigné dans l'acte d'engagement est une entreprise unique, elle représente l'ensemble des membres vis-à-vis du RMO et coordonne les prestations des membres du groupement, qui est conjoint.

Il représente par ailleurs le groupement titulaire du marché, qui est conjoint, vis-à-vis du RMO et coordonne les prestations des membres du groupement.

Toute notification d'une décision ou communication du RMO est adressée au représentant du groupement conjoint, tel que défini par les dispositions ci-dessus. Ce représentant a seul qualité pour présenter des réserves.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est la **direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA) représentée par le chef du service ingénierie routière (SIR)** – Site d'Angoulême – 46 rue de Québec – 16000 Angoulême.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR).

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par la **société PREVENTIVIA** (Les Tartres, 17400 VARAIZE- Tél : 06-08-10-20-77) désignée dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8 Autres intervenants

- Le coordonnateur environnemental : **société GERE**A (Site Montesquieu -12, allée Magendie - 33650 Martillac) ;
- L'exploitant de la RN 10 : **DIRA – District d'Angoulême**, CEI de Couhé (ZA des Tranchis - route de Brux - 86700 Couhé) ;
- Les exploitants des voiries locales sont le conseil départemental de la Vienne pour les routes départementales et les communes de Ruffigny, Iteuil et Marçay ;
- Les concessionnaires et exploitants des réseaux ;
- Les prestataires de contrôle extérieur désignés par le maître d'ouvrage et qui seront précisés ultérieurement.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par la directrice interdépartementale des routes Atlantique (DIRA) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre ;. (CCAG art. 41.1.2).

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, les notifications peuvent être faites par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique ou via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

Notification via PLACE :

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

Notification par échanges dématérialisés :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou via PLACE dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Plateforme d'échange des documents :

Le titulaire du marché met en place une plateforme d'échange des documents dans le délai indiqué à l'article 8.1 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire dépose un document sur la plateforme, il adresse un bordereau électronique au maître d'œuvre pour l'informer de la mise à disposition du document.

Le maître d'œuvre informe le titulaire de la même façon lorsqu'il dépose un document sur la plateforme.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures

particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et

soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

Pendant les travaux :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Après les travaux :

- tous dommages confondus : 1 500 000 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000 €.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

Les obligations du titulaire dans le cadre de sa responsabilité civile décennale s'exercent au profit de l'État, maître d'ouvrage du présent marché public. La remise des ouvrages ou partie d'ouvrage par l'État au Département de la Vienne emportera transfert du profit de cette garantie décennale au-dit Département de la Vienne.

La date d'effet et les ouvrages concernés par ce transfert seront formalisés et notifiés au titulaire du présent marché public par le représentant du pouvoir adjudicateur.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa (leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son (leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses (leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses (leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son (leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- le Plan Général de Respect de l'Environnement précise les enjeux en termes de développement durable, ainsi que les mesures attendues en phase travaux pour un respect de l'environnement, notamment pour la réduction des nuisances, le maintien de la qualité des eaux de rejet dans le milieu, la gestion des déchets, les modalités de transport, les circuits courts pour la fourniture des matériaux et leur qualité environnementale ;
- chaque candidat est invité à joindre à son projet de marché un schéma d'organisation du plan de respect de l'environnement (SOPRE) comprenant une partie gestion des déchets ;
- pour ce faire, le candidat nommera un chargé d'environnement. Il peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du

titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre, en justifiant les capacités et la disponibilité de cet opérateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les compétences du chargé environnement et l'organisation de sa mission seront valorisés dans l'analyse des offres.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités d'échanges importants entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le titulaire du marché de travaux sont les suivantes :

- les ordres de services prescrits par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délais d'exécution, de durée ou de montant (hors prix provisoires, cf. § 3-5 du présent CCAP) doivent être validés au préalable par le maître d'ouvrage (article 3.8.1 du CCAG) ;
- les observations formulées par le titulaire sur les ordres de service doivent être notifiées au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage (article 3.8.2. du CCAG) ;
- toute demande de constat contradictoire émanant du titulaire doit être adressée au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage (articles 11.3 du CCAG) ;
- les réserves émises par le titulaire sur un constat contradictoire doivent être transmises par ce dernier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage (article 11.4 du CCAG) ;
- le titulaire doit aviser le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel (article 14.4 du CCAG) ;
- le maître d'ouvrage doit être destinataire en copie du programme d'exécution notifié pour visa au maître d'œuvre (l'article 28.2.2) du CCAG ;
- le titulaire doit signaler au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les erreurs, omissions ou contradictions contenues dans les documents fournis par le maître d'œuvre (article 29.2 du CCAG) ;
- le titulaire doit informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en cas de découverte d'engins de guerre ou de matériaux dangereux (article 32 du CCAG).

L'accord préalable du maître d'ouvrage prendra la forme d'un courriel ou d'une notification effectuée par le profil acheteur ou la plateforme numérique commune.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- le Plan Général de Respect de l'Environnement (PGRE) et son annexe « arrêté d'autorisation environnementale » ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) contenant le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Le bordereau des prix ;
- Le document financier ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

B – Pièces générales

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes homologuées en vigueur applicable aux présents travaux ;
- Le fascicule des règles générales de sécurité lors de travaux sur les routes nationales à chaussées séparées de la DIR Atlantique ;
- Les guides du SETRA ou du CEREMA sur la signalisation temporaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, ne constituent pas des pièces contractuelles :

- la notice du mémoire justificatif joint à l'offre ;
- le planning prévisionnel du mémoire justificatif joint à l'offre ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière que constituent les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délai limite de notification

Le délai limite de notification par ordre de service de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle est de **20 mois** à compter de la date de début de la période de préparation de la tranche ferme.

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution de la tranche ferme, le délai d'affermissement de la tranche est prolongé d'autant.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et notamment :

- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes et/ou des dépenses liées aux **contraintes d'exploitations** suivantes et/ou imposées (sans que cette liste soit limitative) :
 - Les contraintes liées aux différents phasages de circulation nécessaires pour la réalisation des travaux dont les principes d'exploitation sont décrits à titre indicatif dans le CCTP ;
 - Les neutralisations de voie et les basculements de circulation sur la RN10 ne sont pas autorisés pendant les périodes défavorables (juillet et août) ;
 - Durant les jours hors chantier, tels que définis annuellement par une note ministérielle, autres que ceux des mois de juillet et août, les neutralisations de voie et les basculements de circulation, et plus généralement tout mode d'exploitation diminuant la capacité d'écoulement du trafic de la RN10, sont soumis, via les Dossiers d'Exploitation Sous Chantier (DESC), à l'accord préalable de l'exploitant ;
 - Les sujétions liées à l'organisation et à la participation à toutes les réunions afférentes aux travaux, notamment celles relatives à l'application des phasages des DESC ;
 - Les accès aux parcelles agricoles doivent être maintenus pendant toute la durée des travaux ;
 - L'accès à la ferme des Ecus doit être maintenu pendant toute la durée des travaux ;
 - L'accessibilité des secours doit être garantie sur le chantier et sur les voies circulées pendant toute la durée des travaux ;
 - Les neutralisations de voie et les basculements de circulation ne sont pas autorisés pendant les périodes défavorables (juillet et août) ;
 - Les sujétions liées à l'organisation et à la participation à toutes les réunions afférentes aux travaux, notamment celles relatives à l'application des phasages des Dossiers d'Exploitation Sous Chantier (DESC) ;
 - Les délais de production des DESC et de mise en place de la signalisation sur la RN10 ;
 - La coupure des deux zones du chantier Est et Ouest générée par la RN10 ;
 - La fermeture du carrefour de la RD95 (y compris au niveau du TPC de la RN10) ;
 - L'interdiction d'approvisionner par les tournes-à-gauche de la RN10 ; l'approvisionnement des matériaux des zones de travaux se fera par des mouvements de tourne-à-droite et conformément aux contraintes du CCTP ;
 - Les éventuels travaux de nuit de 21 h à 6 h ;
 - Les frais et sujétions occasionnés par les difficultés d'accès au site, énumérés au paragraphe « 8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé » du présent CCAP ;
 - Les sujétions liées à l'obtention des arrêtés de circulation sur les voiries publiques nécessaires à la réalisation des travaux (route nationale, voies communales et routes départementales).
- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes et/ou des dépenses liées aux **contraintes techniques** suivantes et/ou imposées (sans que cette liste soit limitative) :
 - Les faibles cadences issues de toutes les préconisations ;

- Les frais et sujétions liés aux stockages provisoires quel qu'en soit le nombre exécuté par l'entreprise et nécessaire pour réaliser les prestations ;
 - Les sujétions liées aux travaux de raccordement aux voiries existantes ;
 - Les préconisations ou actions découlant du PAQ et engendrant certains délais (validation des plans EXE, levée des points d'arrêts, agréments). Une liste des points d'arrêt sera finalisée par l'entrepreneur dans le cadre de son PAQ puis soumise au visa du maître d'œuvre.
 - Les actions de contrôle extérieur et opérations de vérifications par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ;
 - La réalisation des constats contradictoires de l'état de la voirie avec les différents gestionnaires ;
 - Les frais de coordination ou de pilotage en cas de sous-traitance ou de cotraitance ;
 - Les frais résultant des levés topographiques ;
 - Les dépenses engagées pour la réalisation des essais, des contrôles, des épreuves (relevant du contrôle intérieur de l'entrepreneur, contrôle interne et externe) ;
 - Les actions de contrôle intérieur et opérations de vérifications par l'entrepreneur de la qualité de son travail (contrôle externe et interne) ;
 - La prise en compte du site, de la nécessité de veiller à la qualité de l'entretien des voies d'accès au chantier et de la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques ;
 - Les sujétions liées à toutes les autorisations administratives à obtenir ;
 - La participation aux dépenses d'hygiène et de sécurité engendrées par la réalisation des travaux ;
 - Les travaux des concessionnaires réalisés en concomitance avec les travaux du présent marché.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la **Sécurité et la Protection de la Santé (SPS)**, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
 - En tenant compte des dépenses résultant de l'organisation de la **protection de l'environnement** et notamment des moyens techniques mis en œuvre pour respecter le PRE et les règlements en vigueur relatifs à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, de la pollution des sols et de la gestion des déchets ;
 - En tenant compte des dépenses liées au respect des prescriptions particulières contenues dans l'**arrêté d'autorisation environnementale** n° DDT_2021-49 en date du 28 janvier 2021 relatif à la mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 dans la Vienne ;
 - En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le traitement de plantes invasives ;
 - En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières pour réaliser un état des lieux des travaux (levés topographiques, notes de calculs, métrés, constats...) le 15 de chaque mois dans le cadre de l'établissement des décomptes mensuels ceci afin d'élaborer un suivi mensuel des quantités en mesuré ;
 - En tenant compte des contraintes liées à la circulation sur les voies publiques (cf. aussi l'article 8.4.4 du CCAP) ;
 - **En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après** (Poste météorologique de référence : station de Poitiers-Biard) :
 - Nombre de jours de gel à – 5 °C entre 7 h et 20 h constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des vingt années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au

moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des vingt années précédant la notification du marché ;

- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des vingt années précédant la notification du marché ;
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des vingt années précédant la notification du marché.

3-2.2. Prestations fournies par le maître d'ouvrage

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage mettra à disposition :

- 440 m d'éléments droits de séparateurs modulaires de voies (SMV) de classe B, modèle STEBA 450 et 2 éléments d'extrémités, stockés sur le site de l'aire de Maine-de-Boixe, à environ 60 km du chantier ;
- 3 atténuateurs de choc (ATC) de classe 80/1 stockés au CEI de Mansle-Ruffec, à environ 60 km du chantier, qui peuvent servir pour le chantier.

3-2.3. Application des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires autres que ceux exigés à l'article 3 du règlement de la consultation ;
- un sous-détail de tous les prix du bordereau des prix autres que ceux exigés à l'article 3 du règlement de la consultation.

Le maître d'œuvre pourra inviter l'entrepreneur à redresser les erreurs ou anomalies qu'il aura éventuellement relevées dans le sous-détail fourni. À défaut d'accord, il sera fait usage du sous-détail tel qu'il aura été rectifié par le maître d'œuvre.

Le sous-détail des prix concernant des travaux sous-traités devront être présentés avec la même décomposition détaillée.

3-2.5. Modalités du règlement des comptes

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état

implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;

- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3-3.1. Forme des prix

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m₀).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence / choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP 03a	Grands terrassements
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobé
TP10a	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
TP13	Charpentes et ouvrages d'art métalliques
TSH	Travaux de signalisation horizontale
DRR02	Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP02	Du prix n° 2001 au prix n° 2517
TP03a	Du prix n° 101 au prix n° 322
TP09	Du prix n° 501A au prix n° 511
TP10a	Du prix n° 401A au prix n° 433 et du prix n°801 au prix n°803
TP13	Du prix n° 901 au prix n° 1052
TSH	Du prix n° 701 au prix n° 714
DRR02	Du prix n° 601 au prix n° 614

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_o)$$

avec : I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.

- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Marchés de travaux, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la maîtrise d'œuvre.
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation aux articles 3.8.1 et 13.4 du CCAG, les ordres de service de prix provisoires qui ne correspondent pas à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages doivent satisfaire ne font pas l'objet d'une validation préalable du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, ces prix conservent un caractère provisoire y compris dans le silence du titulaire et ne deviennent définitifs que lorsqu'ils sont arrêtés par voie d'avenant au marché.

3-6. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG, le titulaire est tenu d'aviser conjointement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, 45 jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RMO par application des articles R.2194-2 à 5, R.2194-7 ou R.2194-8 du CCP. Cet acte indiquera le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. Il sera notifié au titulaire par ordre de service.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé comme suit :

- tranche ferme : 25 jours ;
- tranche optionnelle : 5 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassé les valeurs mentionnées dans ledit tableau et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Pluie	10 mm	24 heures
Température maximale relevée	- 5 °C	24 heures
Neige	4 cm	24 heures

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : **station de Poitiers-Biard (86).**

En tout état de cause, l'entreprise doit justifier toute demande formulée auprès de la maîtrise d'œuvre en joignant à l'appui :

- les relevés météorologiques de Météo France ;
- les relevés constatés sur le chantier à l'aide de la station météo des installations de chantier.

Dans le cas où les conditions atmosphériques survenues les jours précédents rendent impossible, un jour donné, l'accomplissement du travail eu égard à la nature ou la technique du travail à accomplir le titulaire du marché apporte la preuve que l'arrêt de l'exécution des prestations est le résultat de ces conséquences d'intempéries. La prolongation du délai d'exécution s'appuie alors sur un constat établi contradictoirement entre le maître d'œuvre et l'entreprise et notifié par ordre de service.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, les pénalités du marché.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément qui suit.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

La décision de réception précisera au titulaire le délai accordé afin de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. Ce délai ne saurait être inférieur à 10 jours à compter de la notification de la décision de réception.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture du DOE complet (avec toutes les parties d'ouvrages) telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une **pénalité journalière fixée à 500 €**.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt **une pénalité journalière fixée à 200 €**.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt **une pénalité fixée à 1 000 €**.

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué **une pénalité de 15 € par heure d'insertion non réalisée**.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt **une pénalité de 100 € par document et par jour**, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'**une pénalité d'un montant de 100 € pour chaque travailleur détaché** pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1 000 €**.

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 500 €**.

4-4.9. Autres pénalités diverses

Pénalité pour défaut de l'uni longitudinal

Il est appliqué à chaque lot contrôlé non conforme dont le niveau de non-conformité n'impose pas la réfection de l'ouvrage, une réfaction de prix portant sur le prix de mise en œuvre de la couche de roulement appliquée sur le lot. Cette réfaction est calculée de la façon suivante : **10 % du prix de mise en œuvre si la non-conformité porte sur les petites ondes, et 5 % si elle porte sur les moyennes ondes. Les pénalités sont cumulables par bande d'onde.**

Pénalité pour non respect des clauses de traitement des déchets

Le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **500 €** pour chaque non-conformité au SOGED, par dérogation à l'article 20.2.3 du CCAG. Celle-ci est encourue sans mise en demeure préalable.

Pénalités pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement ;
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des infractions par catégories :

a) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement ;
- non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché ;
- mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic ;
- mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...) ;
- non-remise des bordereaux de suivi de déchets de chantier.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

La pénalité encourue est de **1 000 €** par cas constaté. À compter du délai de 48 heures susmentionné, la pénalité devient journalière tant que la mise en conformité n'a pas été effectuée par le titulaire.

b) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- nettoyage du chantier et de ses abords insuffisant ;
- pénétration des engins dans les zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées ;
- émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ;
- dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation ;
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche ;
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement,
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet ;
- coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du coordonnateur environnement.

La pénalité encourue est de **2 000 €** par jour calendaire ou par cas constaté. À compter du délai de 48 heures susmentionné, la pénalité devient journalière tant que la mise en conformité n'a pas été effectuée par le titulaire.

c) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées ;
- rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine ;
- destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt, notamment le bois protégé entre la bretelle n°3 et la RN10, le chêne à protéger sur la RD95 et la haie entre la RN10 et la voie de la ZA l'Anjouinière.

La pénalité encourue est de **10 000 €** par cas constaté.

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et le coordonnateur environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines). L'entrepreneur remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché. Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

Pénalités pour non-respect ou non maintenance de la signalisation temporaire

Pour tout défaut ou non-conformité aux dossiers d'exploitation sous chantier et plus généralement à la signalisation de chantier, pour tout défaut de maintenance de l'ensemble de la signalisation de chantier ou pour tout non-respect des consignes des exploitants, le titulaire encourt sans mise en demeure une pénalité de **1 000 €** pour chaque infraction constatée par le représentant du maître d'œuvre. Cette pénalité sera appliquée à chaque manquement constaté.

Pénalités pour absence de nettoyage des voies publiques

En cas d'absence de nettoyage des voies publiques, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à **1 000 €** par manquement constaté par le représentant de la maîtrise d'œuvre. Cette pénalité sera appliquée à chaque manquement constaté.

Pénalité pour retard ou absence de signature du journal de chantier par le responsable du chantier

Le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **100 €** pour chaque retard ou absence.

Pénalité pour toute intervention d'un sous-traitant avant DC4

Le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **2 000 €** par intervention.

Pénalités pour retard dans l'application des remarques en matière de sécurité et de prévention de la santé

Une pénalité de **1 000 €** par jour de retard sera appliquée en cas de non application des remarques formulées par le coordonnateur SPS ou du maître d'œuvre. Elle s'applique également pour une répétition régulière des consignes de sécurité par le maître d'œuvre (feux allumés, port du casque, etc).

Pénalités pour retard dans la remise de documents en cours de chantier

Une pénalité de **500 €** par jour de retard sera appliquée en cas de non remise des documents de suivi du chantier prévus à l'article III.3 du fascicule 0 du CCTP, pour tous documents demandés par le maître d'œuvre lors d'une réunion de chantier pour établir un contrôle des travaux réalisés (levé topo 2D-3D, plans en DWG, note de calcul, profils en travers...) et pour tous les documents de suivi nécessaire à l'établissement des situations mensuelles le 15 de chaque mois.

Le délai de remise des documents est de 10 jours suivant la réunion de chantier sauf délai différent indiqué au compte rendu.

Pénalités non-respect du PAQ

En cas de non-respect des clauses du PAQ en vigueur, le titulaire encourt une pénalité de **1 000 €** pour chaque infraction constatée.

Pénalités pour travaux réalisés sans validation du maître d'œuvre

En cas de travaux réalisés non prévus et/ou non conformes aux plans d'exécution et/ou issus de prix nouveaux sans accord préalable du maître d'œuvre via un point d'arrêt ou une inscription au compte-rendu de chantier et mettrait le maître d'œuvre devant les faits accomplis, le titulaire encourt une pénalité de **2 500 €** pour chaque infraction constatée, une non rémunération des prestations accomplies et une reprise des travaux si nécessaire à ses frais.

Pénalités pour non respect des prescriptions du CCTP et du CCTG

Une pénalité de **2 500 €** sera appliquée pour le non-respect des prescriptions du CCTP et du CCTG sur constatation et à chaque jour constaté pour une même prescription.

Pénalité pour non-conformité répétée de la formulation de béton

Une pénalité de **1 000 €** par toupie refusée sera appliquée à partir du 10^e refus sur toute la durée du chantier. Cette pénalité sera appliquée sur constatation du maître d'œuvre ou de son représentant durant les travaux.

Pénalité pour non-respect de la personne

Une pénalité de **1 000 €** pourra être appliquée pour tout manquement de respect à l'oral comme à l'écrit du maître d'œuvre ainsi que de ses représentants. La ou les personnes responsables pourront également se voir exclues du chantier de manière définitive.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 25 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 25 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé

sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

6-5. Délais de préavis et de levées des points d'arrêt de la maîtrise d'œuvre

Le délai de préavis pour demande de levée de point d'arrêt est d'une semaine. Le délai de réponse de la maîtrise d'œuvre à la demande de levée de point d'arrêt est de 48 h, non compris les week-ends et jours fériés.

6-6. Plan d'assurance qualité (PAQ)

L'entrepreneur aura décrit dans le PAQ les modalités de l'organisation de la qualité qu'il s'engage à mettre en œuvre pour ses études, pour les matériaux et pour l'exécution des travaux, pour faire en sorte que ses prestations aboutissent au résultat voulu.

Pour l'exécution du marché, les plans qualité et protocoles de contrôles propres à chaque prestation de l'entrepreneur, de ses fournisseurs et sous-traitants seront soumis au visa du maître d'œuvre.

Le PAQ explicite les modalités du contrôle interne à la chaîne de production intégré à la conduite du chantier.

Il définit et précise les actions d'un contrôle externe à la chaîne de production, indépendant de la conduite du chantier. Ce contrôle externe est placé sous l'autorité d'un responsable directement mandaté par l'entrepreneur et indépendant de la conduite du chantier. Ce contrôle est rémunéré par un prix particulier dans le cadre du marché.

Les organismes éventuellement chargés du contrôle externe seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre. Le plan d'assurance de la qualité, que l'entrepreneur est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production.

Après l'achèvement de chaque vérification, essai ou épreuve, l'entrepreneur transmet pour visa au maître d'œuvre ses résultats, accompagnés s'il y a lieu, de ses propositions concernant la composition ou le mode d'emploi des matériaux, produits et composants à utiliser dans les travaux.

Dans un délai fixé au CCTP à compter de leur réception, le maître d'œuvre fait connaître à l'entrepreneur son acceptation ou ses observations.

L'entrepreneur conservera la mémoire de tous les événements, contrôles effectués, etc. selon une codification rigoureuse de traçabilité des opérations et événements.

L'entrepreneur mettra en place une plate-forme de centralisation des documents émis (documents de travail, documents soumis à visa indicé, documents visés, etc) via un serveur de données sécurisé, accessible à tous les intervenants accrédités suivant une codification agréée par la maîtrise d'œuvre. L'entreprise indiquera les modalités d'accès et le détail des échanges sollicités (protocole mis en jeu, volumétrie, etc.)

Au cas où l'organisation proposée et mise en place par l'entrepreneur se révélerait non crédible, le maître d'ouvrage prescrirait sur proposition du maître d'œuvre le plan de contrôle à faire appliquer, au moins pour un temps, par un laboratoire agréé par lui. L'entrepreneur aurait à prendre en charge cette intervention à ses frais.

Dans le cas d'un fonctionnement non satisfaisant du contrôle externe, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de ne pas prendre en compte ce prix sur la période considérée.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les contrôles externes de qualité seront assurés par un laboratoire ou un organisme de contrôle agréé par le maître d'œuvre ou les bureaux de contrôle technique.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ». Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R.554-29 du code de l'environnement. Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

- tous les ouvrages objet du présent marché ;
- divers réseaux ;
- limites d'emprises.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes, par les soins du titulaire :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ; Il est accompagné du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter.
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 28 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Établissement des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) et présentation au visa du maître d'œuvre dans le délai de 21 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point du PRE ;
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque intervenant.
- Établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires accompagné :
 - du projet des itinéraires de transport des matériaux d'emprunt,
 - du projet de déviation
- **Élaboration du dossier de principe des DESC conformément à l'article 1.3 du fascicule 8 du CCTP pour la RN10 et toutes es voies concernées par le chantier dans le délai de 40 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.**

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux et des agréments par l'exploitant des équipes et du matériel de mise en place de la signalisation temporaire.

Le maître d'œuvre pourra accepter que certaines pièces correspondant à des tâches non situées sur le chemin critique ne soient pas terminées pendant la période de préparation, si le titulaire lui remet un planning (accompagné du chemin critique) indiquant les dates de remise et de visa souhaité pour ces pièces.

Personnel et moyens du titulaire

Avant le début des travaux, le titulaire doit désigner nominativement au maître d'œuvre et aux exploitants un responsable du chantier, présent sur le site pendant toutes les durées de travaux, qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG, le représentant du RMO et le maître d'œuvre se réservent le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire pour insubordination, incapacité ou défaut de probité ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les équipements de manutention, les matériels de télécommunication, les tenues de travail.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats dwg et pdf.

Une page de garde sera intégrée au plan ou tout autre document, comportant des encarts pour :

- l'intitulé du document ;
- le type de demande (visa plan EXE, DAF...) ;
- un numéro de nomenclature (exemple :« XXX_PLA_059_A_VP_Plan_d'assainissement_RD ») ;

AAA	PLA_059	A	VP	Nom	Complément
Abréviation en 3 lettres du nom de l'entreprise	Type de document et numéro	Indice (version)	Type de plan en 2 lettres	Nom de l'ouvrage concernée	Occasionnel pour précisions

- la date de transmission ;
- l'avis du maître d'œuvre ;
- la décision du maître d'œuvre par un symbole ;
 - VSO (Validé sans observations) → indice définitif ;
 - VAO (Validé avec observations) → indice définitif avec prise en compte des remarques lors de l'exécution ;
 - ADM (Avis avec demande de modification) → changement d'indice ;
 - ADD (Avis avec demande de documents) → changement d'indice,
- la date de signature du maître d'œuvre et son cachet stipulant sa fonction et son identité.

Après avis Bon Pour Exécution (BPE), le document sera fourni en trois exemplaires par le titulaire dont un sous forme de fichier informatique au format PDF et deux sous format papier pour signature par le maître d'œuvre.

Les documents fournis au maître d'œuvre seront également remis sous les formats suivants : dwg (Version 2024, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Les noms des fichiers devront être suffisamment explicites.

L'entrepreneur doit présenter les études d'exécution de l'ensemble des voies et ouvrages au visa du maître d'œuvre. Elles consistent à remonter le projet conformément aux vues en plans, aux profils en long et aux profils en travers indiqués dans le DCE. Elles feront la mise au point de tous les profils particuliers, des intersections entre voies et autres. Elles comprennent également des parties de conception de projet partiellement définies dans le dossier de plan du dossier de consultation précisés dans le CCTP.

Elles comprennent également toute demande de reprise partielle du projet pour adaptation au site sur demande du maître d'œuvre et quel qu'en soit le nombre.

Le maître d'œuvre fait part de ses observations au titulaire par écrit et dans un délai maximal de vingt-cinq (25) jours pour ce qui concerne le premier examen des groupes de documents. Ces délais sont ramenés à dix (10) jours pour ce qui concerne les examens ultérieurs de ces groupes de documents. Il est précisé qu'en cas d'arrivée échelonnée des documents d'un même groupe, ces délais courent à partir de la date d'arrivée du dernier document.

Seuls les plans d'exécution sont soumis au visa du maître d'œuvre. Les plans visés sans réserves recevront les mentions « bon pour exécution ». Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le maître d'ouvrage ne met pas d'emplacement à la disposition du titulaire.

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire. Elles comprennent :

- si nécessaire un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais de contrôles internes et externes sur les lieux de préfabrication ou fabrication ;
- les frais d'implantation des ouvrages ;
- les ateliers, entrepôts, bureaux et toutes constructions provisoires nécessaires au chantier, à la sécurité et à l'hygiène des personnels du chantier selon les règles (réfectoire, WC, douches, etc.) ;
- l'aménagement des aires de stockage provisoires ;
- les aménagements des accès au chantier ;
- la prise en compte des démarches d'arrêté de circulation ou de stationnement ;
- l'ensemble des frais liés au nettoyage des chaussées à proximité des accès du chantier et au nettoyage des engins avant leur insertion dans la circulation ;
- les frais de gardiennage si nécessaire et de clôtures des installations de chantier, y compris des zones de stockage, et les frais d'entretien ;
- les frais d'occupation de terrains ;
- l'enlèvement, en fin de chantier, de tous les matériels, matériaux et la remise en l'état des lieux.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'entrepreneur met à la disposition du maître d'œuvre sur le site des travaux ou à proximité de la zone d'installation de chantier, une salle, comprenant une table, des chaises, un éclairage, un chauffage, une climatisation. Il prendra à sa charge tous les branchements et consommations aux réseaux divers (eau, électricité, liaisons téléphoniques et internet) liées aux installations du maître d'œuvre et du laboratoire de contrôle extérieur.

L'entrepreneur met à disposition du CISSCT, une salle équipée de tables et chaises de dimension suffisante pour accueillir tous les intervenants du chantier devant être présent.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les déblais réutilisables peuvent être provisoirement stockés, avant réemploi dans le cadre du marché, sur l'emprise des travaux, à distance des voies de circulation au moins égale à la zone de sécurité qui leur est associée et en dehors des zones sensibles protégées.

Le titulaire prend note que les agrégats d'enrobés issus de la démolition de chaussée seront évacués à la décharge de l'entreprise ou réutilisés dans le corps de chaussée.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Une signalisation de chantier est mise en place dès que les travaux interfèrent avec la circulation publique et dès lors qu'ils répondent à un ou plusieurs des critères suivants :

- ils se situent à l'intérieur de la zone de sécurité de la voie circulée ;
- ils nécessitent la suppression d'accotement ou de bande de dégagement ;
- ils nécessitent un dévoiement de circulation ;
- ils empiètent même légèrement sur une voie circulée ;
- ils nécessitent un abaissement de la vitesse maximale autorisée ;
- ils nécessitent un alternat de circulation ;
- ils nécessitent une coupure de la circulation.

La signalisation temporaire et sa maintenance nécessaires aux travaux durant la durée du marché dans les zones intéressant la circulation sur les voies publiques, y compris pour l'aménagement des accès de chantier, sont réalisées sous l'entière responsabilité du titulaire.

Il appartient au titulaire de prendre contact avec les divers exploitants le nécessitant, de réaliser et mettre à jour ses notices de sécurité et ses modalités d'accès et de condition de travail.

Sur la RN10, la signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique nécessitant la réalisation des DESC (dossier d'exploitation sous chantier) et la mise en place d'une signalisation temporaire est réalisée conformément aux prescriptions du fascicule 8 (signalisation temporaire du chantier) du CCTP.

Sur les voies départementales et communales, la signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du gestionnaire de la voie concernée.

La réalisation de la signalisation de jalonnement des itinéraires de déviation sur la voirie locale départementale et communale est réalisée par l'entreprise et rémunérée au titre du marché.

Toutes les mesures propres à garantir tant la sécurité des usagers de la route que celle des travailleurs devront être assurées par l'entrepreneur. Pour ce faire, l'entrepreneur sera tenu de se conformer strictement aux textes réglementaires du Code de la Route ainsi qu'à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le titulaire est tenu de strictement mettre en œuvre les mesures d'exploitation prescrites par les exploitants des routes dans le cadre des mesures d'exploitation fixées dans les arrêtés de circulation.

Le titulaire doit prévenir le maître d'œuvre au moins 15 jours à l'avance de la date probable de mise en service de chaque itinéraire dévié.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

L'organisation des travaux devra permettre d'optimiser la fermeture de certaines voies de communication dans un délai restreint afin de minimiser l'impact sur la circulation publique. Elle doit également permettre la fluidité de la circulation publique de la RN10. En cas de déviation partielle de la RN10, les voies de substitution doivent permettre d'absorber le trafic.

Le titulaire aura intégré dans les délais de réalisation et prix du marché toutes les sujétions techniques, temporelles et financières dus à ces contraintes.

Il met également en œuvre à ses frais toutes les dispositions permettant le maintien de l'écoulement des eaux quelles que soient leurs origines et destinations.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Accord des gestionnaires des voiries empruntées ;
- Un état des lieux avec constat d'huissier sera effectué avant les travaux entre l'entrepreneur et les services gestionnaires (communes, département) des voies empruntées pour les accès au chantier en présence du maître d'œuvre. Un état des lieux de ces mêmes voies sera effectué après travaux ;
- Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-4.9. Protection de l'environnement

8-4.9.1. Coordination Environnement

Le Coordonnateur Environnement est nommé par le Maître d'Ouvrage et est chargé des missions de coordination.

a) Contenu de la mission

- visite préalable environnement comme décrite au PGRE ;
- contrôle du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) après réunion préalable ;
- suivi du déroulement du chantier en matière d'environnement.

b) Autorité du Coordonnateur Environnement

Le Coordonnateur Environnement doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures et des obligations réglementaires en matière d'environnement.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le Coordonnateur Environnement doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il en informe, aussitôt, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et le mentionne dans le registre spécifique.

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, le coordonnateur environnement est habilité pour appliquer à tout entrepreneur les mesures relatives aux dispositions définies par le PGRE.

c) Moyens donnés au Coordonnateur Environnement

Le coordonnateur environnement a libre accès au chantier, sous réserve qu'il respecte les consignes de sécurité et de protection de la santé. Le titulaire communique directement au coordonnateur environnement :

- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le coordonnateur environnement ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Le titulaire informe le coordonnateur environnement de toutes les réunions qu'il organise. Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur environnement sera soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage.

d) Plan de Respect de l'Environnement

Le PRE dont le sommaire est précisé dans l'arrêté n° DDT-2021-49 du 28 janvier 2021 portant autorisation au titre de l'article L.181-1 et S. du code de l'environnement de la mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 dans la Vienne (article 7) devra être établi et mis à jour conformément aux dispositions du CCTP et du PGRE, ainsi que toutes les prescriptions d'ordre technique prévues dans ces documents et ayant pour objet l'environnement et la protection de l'environnement. Il fait l'objet d'un visa du maître d'ouvrage.

8-4.9.2. Chargé Environnement

Le titulaire désigne un « Chargé Environnement ». Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement. Le Chargé Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du maître d'œuvre et du Coordonnateur Environnement. Il est rémunéré au titre de la mission environnement.

Le Chargé Environnement peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses cotraitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les prix et les délais d'exécution visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte des sujétions suivantes :

- les contraintes particulières imposées au chantier décrites dans le paragraphe 1.6.1 du fascicule 0 du CCTP ;
- le respect des sens de circulation de la RN10 et issus des DESC pour les camions alimentant le chantier ;
- la voie communale qui débouche sur la RD95 et la RD95, hors emprises du chantier, sont interdites aux engins de chantier (poids lourds, porte-char, engins...) ;
- la voie des Baudières (accès au carrefour au nord de la RD95) est interdite aux engins de + 3,5T.

Les prix et les délais d'exécution visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, le registre de chantier est tenu par le titulaire.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire. Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG, le RMO se réserve le droit de prendre possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, en procédant à une réception partielle préalable dont il fixera les conditions ; celles-ci seront notifiées au titulaire par ordre de service. Ces conditions comporteront au moins l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) concernent toutes les parties d'ouvrages du marché (ouvrage d'art, terrassements, assainissement, chaussées, signalisation verticale et horizontale, dispositifs de retenue). Son contenu est défini dans le fascicule 0 du CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Il remet également un exemplaire de ces documents au coordonnateur SPS pour la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG, la remise du DOE s'effectue au plus tard deux mois après le jour des opérations préalables à la réception.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur l'ouvrage d'art pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par galvanisation à chaud sur les dispositifs de retenue pendant un délai de 10 ans et son aspect pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

9-7.6. Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Joint de dilatation

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des joints de dilatation pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 8 jours après constat que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution, ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 2 jours.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

Appareils d'appui

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des appareils d'appui pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux désordres ou aux défauts constatés, que ceux-ci soient dus à la pose ou à la fourniture des appareils d'appui.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

11-1. Le principe

Ces articles dérogent à l'intégralité des alinéas de l'article 20 du CCAG des marchés publics de travaux.

La Direction Interdépartementale Atlantique dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de

la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire pour la totalité du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de 2 500 heures.

11-2. Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois),
- Les allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation veuvage ou de l'allocation d'invalidité,
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT,
- Les jeunes de moins de 26 ans en difficulté d'insertion professionnelle et répondant à l'un des critères suivants :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail,
- Les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi,
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième chance (E2C),
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en difficulté d'insertion professionnelle,
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- Les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre, le facilitateur mentionné à l'article 11-3 peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de Cap Emploi ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

11-3. Les modalités de mise en œuvre

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche

directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 2 ans ;

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Coordinateur Régional Nouvelle Aquitaine

MEF du Thouarsais

7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars

Tél. : 07 77 94 03 35

Mail : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 4-4.5 du CCAP.

À l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et de l'AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-1.1	déroge à l'article	18.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	13.5 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-5	déroge aux articles	3.8.1, 13.4 et 13.5 du CCAG
CCAP 3-6	déroge aux articles	14.4 et 14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG
CCAP 4-4.1	déroge à l'article	18.1.1 du CCAG
CCAP 4-4.9	déroge à l'article	20.2.3 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.2.2 et 31.4.5 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-3	déroge à l'article	42.2 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40.1 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
AE 3-1	déroge à l'article	28.1 du CCAG